

Mercredi 02 septembre 2026

» PRESSE NATIONALE

Politique 

le jour
Plus
POUR PLUS D'INFORMATION

BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS / POUR LA 3E FOIS CONSÉCUTIVE : 220 MILLE RETRAITÉS DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS PERÇOIVENT LA "PRIME ADO"

Comme chaque mois de septembre depuis 2024, les 220 mille retraités des secteurs public et privé de Côte d'Ivoire ont bénéficié cette année de la Prime spéciale de retraite instituée à leur profit par le Président Alassane Ouattara. Annoncée le 6 août 2024, à l'occasion de l'adresse à la nation du chef de l'Etat, cette mesure leur avait permis, dès septembre de la même année, de bénéficier de cet appui financier supplémentaire correspondant alors au tiers de leur pension mensuelle. Une année après son institution, le président de la République est allé plus loin en décidant de passer d'un tiers à deux tiers de la pension mensuelle. Ainsi, un retraité percevant, par exemple, une pension mensuelle de 300 000 FCFA bénéficie, au titre de cette prime, de 200 000 FCFA supplémentaires. Au-delà de son impact sur le pouvoir d'achat, cette mesure traduit la bienveillance du Chef de l'Etat et la reconnaissance de la nation envers des femmes et des hommes qui, après plusieurs décennies de travail, ont contribué à la construction et au développement de la Côte d'Ivoire.

Le nouveau Réveil
LE JOURNAL DE CHOIX DES IVOIRIENS

MENACE SUR LA CACAOUCULTURE : BRUNO KONÉ ALERTE SUR LES RAVAGES DE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL

À l'ouverture de la 10e édition des Journées nationales du cacao et du chocolat (JNCC), le ministre de l'Agriculture, du développement rural et des cultures vivrières, Bruno Koné, a pointé les menaces qui pèsent sur la première filière agricole du pays. Parmi elles, l'orpaillage illégal occupe une place préoccupante. La filière cacao ivoirienne fait face à de « réels défis », a reconnu Bruno Koné. Le ministre a notamment cité le changement climatique, qui perturbe la régularité des saisons, le vieillissement des vergers et les maladies qui affectent les cacaoyers et réduisent les rendements. Mais une autre menace inquiète particulièrement le gouvernement : la dégradation des terres agricoles par les activités humaines, notamment l'orpaillage illégal. Il a fait savoir que : « L'orpaillage illégal dégrade nos terres et détourne [les terres] de leur vocation agricole », a dénoncé le ministre, estimant que ce phénomène constitue désormais un sérieux danger pour l'avenir de la production agricole.

L'EXPRESSION
QUOTIDIEN

BÉRÉ / LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL : LE PRÉFET APPELLE À UNE MOBILISATION GÉNÉRALE

Le préfet de la région du Béré, préfet du département de Mankono, Boni Kouakou Adolphe, a exhorté les populations à une mobilisation générale contre l'orpaillage illégal, lundi 31 août 2026. C'était à l'occasion du lancement de la campagne régionale de lutte contre ce phénomène. Cette campagne, qui a réuni les forces vives et les leaders communautaires du département, vise à renforcer la sensibilisation et la mobilisation des populations autour des enjeux liés à l'orpaillage illégal dans la région. Saluant la mobilisation des populations et des différents acteurs autour de cette problématique, le préfet a expliqué que cette rencontre fait suite aux instructions du ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa Coulibaly, ainsi qu'aux recommandations du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Vagondo Diomandé. Il a également salué l'engagement du conseil régional du Béré, exprimé par son premier vice-président, Bamba Mamadou, à œuvrer à l'éradication de l'orpaillage illégal dans la région.

SÉGUÉLA / SOUS-PRÉFECTURE DE WOROFILA : LA GENDARMERIE SURPREND

Les gendarmes de l'Escadron de Séguéla, leurs collègues du Groupement spécial de Lutte contre l'orpaillage illégal (GS-LOI) et de la Brigade de gendarmerie de Kani ont mené, le samedi 29 août 2026, une vaste opération à Kouégo, dans la sous-préfecture de Worofla. Cette intervention d'envergure a permis aux Hommes de la Maréchaussée de mettre le grappin sur trois individus en pleine activité d'orpaillage illégal. En sus, ces gendarmes ont mis la main sur un important lot de matériels qu'ils ont détruits au feu. Il s'agit, selon des sources sécuritaires, de 100 concasseurs, 107 bidons, 52 abris de fortune, 50 barriques, 48 moulins, 32 rampes de lavage, 19 groupes électrogènes, 7 motopompes, 7 treuils, 5 motocyclettes, 9 générateurs et 22 dynamos. Par ailleurs, un certain nombre de matériels ont été également passés au feu. Ce sont des bâches, des compresseurs, des tuyaux à cyanure, des tricycles et des raccords.

INDÉNIÉ-DJUABLIN / LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL : LA GENDARMERIE FRAPPE FORT, L'EMPIRE DE L'OR SALE S'EFFONDRE

109 dragues, 134 motopompes, 204 concasseurs, des kilomètres de tuyaux et trois interpellations : les orpailleurs clandestins pris dans les filets des forces de l'ordre. Les faits. L'or brillait dans leurs rêves. Mais sur le terrain, c'est la gendarmerie qui a fait tomber le rideau. Pendant près de deux semaines, les forces de l'ordre ont mené une vaste opération de lutte contre l'orpaillage illégal dans plusieurs localités de la région de l'Indénié-Djuablin. À l'arrivée, le bilan est lourd pour les exploitants clandestins : une impressionnante quantité de matériel a été détruite et trois personnes interpellées. Du dimanche 16 au jeudi 27 août 2026, les unités territoriales et mobiles de la Légion de gendarmerie d'Abengourou, appuyées par une équipe nautique du Groupement spécial de lutte contre l'orpaillage illégal (GSLIOI), ont multiplié les interventions sur plusieurs sites clandestins. Les opérations ont notamment ciblé Aniassué, Bebou, dans la sous-préfecture de Zaranou, et Ebilassokro. Les gendarmes ont également investi les tronçons N'Grakon-Ahinikro et Comoé-N'Danou à Aniassué, ainsi qu'Ehuasso, dans la zone d'Ebilassokro, sans oublier le fleuve Comoé.

Economie ↻

CAMPAGNE AGRICOLE 2026-2027 : LE GOUVERNEMENT FIXE LE PRIX DU CACAO À 1 200 FCFA/KG

L'annonce était très attendue par les producteurs. Elle est intervenue ce mardi 1er septembre 2026 au Parc des Expositions d'Abidjan-Port-Bouët, à l'occasion de l'ouverture de la 10e édition des Journées nationales du Cacao et du Chocolat (JNCC). Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Bruno Nabagné Koné, a dévoilé les nouveaux prix d'achat bord champ du cacao et du café pour la campagne 2026-2027. Le kilogramme de cacao bien fermenté, bien séché et bien trié sera acheté à 1 200 FCFA le kilogramme, tandis que le café bien séché, bien trié et nettoyé est fixé à 1 300 FCFA/kg. Cette annonce intervient après une campagne 2025-2026 exceptionnelle marquée par un prix historique du cacao fixé à 2 800 FCFA/kg pour la campagne principale, porté par la forte hausse des cours internationaux. Toutefois, le ministre Bruno Nabagné Koné a tenu à rappeler que ce niveau demeure parmi les meilleurs jamais enregistrés.

10E ÉDITION DES JNCC / YVES BRAHIMA KONÉ (DG CCC) EXHORTE LES JEUNES À S'INVESTIR DANS LA TRANSFORMATION PRIMAIRE ET DANS LA CHOCOLATERIE

À l'ouverture de la 10e édition des Journées nationales du cacao et du chocolat (JNCC), qui se tiennent au Parc des Expositions, route de l'aéroport, du mardi 1er au jeudi 3 septembre 2026, le directeur général du Conseil du Café-Cacao, Yves Brahima Koné, a exhorté les jeunes à s'investir dans la transformation primaire et dans la chocolaterie. En effet, au regard des vergers vieillissants, le directeur général a estimé que l'avenir de la filière repose sur la jeunesse. « Le potentiel étant énorme dans le secteur cacao, nous appelons donc les jeunes à s'investir dans la production, la transformation primaire et la chocolaterie », a-t-il indiqué. Aussi, a-t-il assuré que les jeunes pourront compter sur le soutien du Conseil du Café-Cacao, qui dispose de moyens aussi bien pour la cacaoculture que pour la transformation primaire et la chocolaterie. « Le Centre de formation aux métiers du cacao et du chocolat d'Akoupé-Zeudji est prêt à les accueillir », a-t-il confié.

La maladie du swollen shoot, qui décime les cacaoyers dans plusieurs zones de production, constitue l'un des défis majeurs auxquels fait face la filière cacao en Côte d'Ivoire. Face à l'annonce récente d'un produit présenté comme une solution contre cette maladie virale, le Centre national de recherche agronomique (CNRA) appelle toutefois à la prudence. Pour le Dr Kouakou Amani Michel, DGAR du CNRA chargé de la recherche, la lutte contre le swollen shoot ne saurait reposer uniquement sur l'utilisation d'un produit. « Le swollen shoot est une maladie virale et toute maladie virale est difficile à guérir », a-t-il souligné en marge des Journées nationales du cacao et du chocolat (JNCC). Le chercheur insiste sur la nécessité de privilégier une approche globale, fondée notamment sur l'utilisation de variétés de cacaoyers plus résistantes, l'amélioration des pratiques culturales et la destruction des plants fortement infectés. Cette dernière mesure vise à freiner la propagation de la maladie par les insectes vecteurs, susceptibles de transmettre le virus aux plantations voisines.

CACAO / SYSTÈME NATIONAL DE TRAÇABILITÉ : PRODUCTEURS ET OPÉRATEURS DU BAFING SENSIBILISÉS

Les acteurs de la filière cacao se préparent à l'entrée en vigueur du Système national de traçabilité (Snt). Producteurs et opérateurs ont été sensibilisés, vendredi 21 août 2026, sur les nouvelles exigences destinées à renforcer la compétitivité du cacao ivoirien sur les marchés internationaux. La salle des réunions de la préfecture de Touba a servi de cadre, vendredi 21 août 2026, à une rencontre d'information et de sensibilisation consacrée au Système national de traçabilité (Snt) du cacao. À l'initiative de la délégation régionale du Conseil du Café-Cacao de Man, cette rencontre a réuni les autorités préfectorales et sécuritaires, ainsi que les producteurs et opérateurs de la filière cacao du Bafing. Couvrant les régions du Tonkpi, du Bafing, du Guémon et du Kabadougou, la délégation régionale du Conseil du Café-Cacao entend ainsi préparer les acteurs à l'entrée en vigueur du Snt, prévue le 1er septembre 2026, dans le cadre de la campagne commerciale 2026-2027.

KOFFIKRO : FÊTE DU COLLECTIF DES PLANTEURS DE PALMIER À HUILE : AKA AOUÉLÉ INVITE LES PLANTEURS À SE TOURNER VERS LA TRANSFORMATION ET L'AGRO-INDUSTRIE

A Koffikro, dans le département d'Aboisso, le Collectif des planteurs de palmier à huile de Toumanguié (CPPHT) était en fête samedi 29 août 2026 dans le cadre de la « La fête du planteur ». Patron de la cérémonie, Dr Eugène Aka Aouélé a salué l'initiative et rendu hommage au travail des producteurs. Il les a encouragés à envisager l'avenir de la filière au-delà de la seule production agricole. « Nous devons de plus en plus penser agro-industrie », a-t-il conseillé. Pour lui, la transformation constitue une voie importante pour accroître la valeur ajoutée des produits agricoles et améliorer les revenus des producteurs. Il a ainsi invité les planteurs à réfléchir à leur participation dans les activités de transformation et à diversifier leurs investissements. Selon lui, une plus grande implication des producteurs dans la transformation pourrait également favoriser la création d'emplois pour les jeunes et contribuer au développement économique des zones rurales.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LA CÔTE D'IVOIRE ÉVALUE SES PERFORMANCES

Un atelier de validation de l'avant-projet de rapport d'évaluation 2024 des activités liées à la prévention, ainsi qu'à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées en Côte d'Ivoire s'est ouvert le 31 août, à Grand-Bassam. Cette rencontre organisée par la Haute autorité pour la bonne gouvernance (HABG) réunit, durant trois jours, les différentes parties prenantes appelées à examiner le document, à formuler des observations et à contribuer à son amélioration avant sa validation. A l'ouverture des travaux, Daniel Yao Kouakou, membre du conseil de la HABG, a indiqué que cet atelier intervient dans un contexte marqué par la poursuite des réformes engagées par le gouvernement en faveur du renforcement de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. « La corruption demeure l'un des principaux obstacles au développement économique et social des États », a-t-il rappelé... Une évaluation régulière des actions de prévention et de lutte contre la corruption s'avère donc nécessaire, afin d'en mesurer les résultats, d'identifier les insuffisances et d'orienter les réformes.

Les prix des produits pétroliers restent inchangés en Côte d'Ivoire pour la période du 1er au 30 septembre 2026, selon une note du ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie. Le litre du super sans-plomb est maintenu à 905 FCFA, contre 725 FCFA pour le gasoil. Le pétrole lampant reste à 780 FCFA le litre. Pour le gaz butane, les bouteilles de 6 kg et 12,5 kg sont respectivement vendues à 2 000 FCFA et 5 200 FCFA. Cette stabilité intervient après la hausse enregistrée fin juillet, avec le super passé de 875 à 905 FCFA et le gasoil de 700 à 725 FCFA.

ESPACE UEMOA : LA CÔTE D'IVOIRE S'IMPOSE DANS LE MOBILE MONEY

Les tableaux comptables de l'institution émettrice (Bceao) attribuent une enveloppe de 1 226,7 milliards de FCFA de masse financière au marché ivoirien. Cette somme représente 26,3 % des actifs des grandes structures décentralisées de la zone. Le rapport de la Bceao détaille précisément les parts de marché des pays membres au cœur d'Abidjan. Le Sénégal conserve d'un cheveu la première place de l'Uemoa avec un taux de 26,5 % du portefeuille macroéconomique. Le Burkina Faso complète le podium régional en affichant un volume de 889,4 milliards de FCFA. À eux trois, ces pays contrôlent 71,9 % de l'épargne décentralisée de l'union. Le Trésor public ivoirien s'appuie sur un tissu de 43 structures de grande taille pour animer ce secteur de l'inclusion financière. Le marché national surpasse l'efficacité de ses voisins malgré un nombre d'acteurs plus restreint. Le Sénégal en compte 81 alors que le Burkina Faso en totalise 50 et le Togo 47. (Source : Afrique sur 7)

BITUMAGE DE LA ROUTE DE TAÏ : DÉHÉ PAUL SALUE L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT ALASSANE OUATTARA

À sa résidence à Guiglo, le sénateur Déhé Paul, doyen des cadres du Cavally, a livré hier un témoignage consacré à la route de Taï, à l'histoire de cette localité et à son évolution administrative. Il a salué l'engagement du Président de la République, Alassane Ouattara, en faveur de Taï et de l'Ouest ivoirien, notamment à travers la sécurisation, le retour des populations réfugiées, l'électrification et aujourd'hui, le bitumage de la route de Taï. Revenant sur les différentes étapes de l'évolution de la localité, de son érection en sous-préfecture en 1961 à son accession au statut de département en 2013. Déhé Paul a souligné les progrès enregistrés ces dernières années. Au cœur de son témoignage, il a présenté la route de Taï comme un ouvrage majeur de désenclavement et d'ouverture, appelé à faciliter la circulation des personnes et des biens, l'évacuation des productions agricoles, les échanges économiques et le développement du territoire.

CONSERVATION ET ACCROISSEMENT DU STOCK FORESTIER : LA CONSTRUCTION DE 17 FORAGES DANS 7 RÉGIONS DONT LA NAWA ANNONCÉE

La préfecture de Soubré, dans la région de la Nawa, a servi de cadre, le jeudi 27 août 2026, à une réunion consacrée à l'étude d'impact environnemental et social simplifiée (Eiess) des travaux de réalisation de 17 forages pour le compte de la Société de développement des forêts (Sodefor) et de l'Office ivoirien des parcs et réserves (Oipr). La rencontre a été présidée par Ambroise Konan Kouadio, secrétaire général 1 de la préfecture de Soubré, représentant le préfet de la région de la Nawa, préfet du département de Soubré. Dans son mot d'ouverture, il a souhaité la concrétisation de ce projet dans les meilleurs délais, au profit des localités bénéficiaires, rapporte une source sur place citant le service de communication de la préfecture de Soubré. En effet, ces 17 forages seront déployés dans sept régions regroupant 11 départements de Côte d'Ivoire. Ces travaux interviennent dans le cadre des activités du Projet d'investissement forestier phase 2 (Pif2).

MIRAH / CHÂÎNE DE VALEUR AQUACOLE : DES TRAVAUX EN COURS POUR FACILITER LA SURVEILLANCE DES DANGERS SANITAIRES

Un atelier de 4 jours a démarré, le mercredi 1er septembre 2026, à Grand-Bassam, sur l'élaboration du plan de contrôle sanitaire et de surveillance des principaux dangers sanitaires de la chaîne de valeur aquacole et des manuels de procédure d'inspection. Organisé par la Direction des Services vétérinaires et du Bien-être animal (Dsvba), avec l'appui de la Banque mondiale, cet atelier a été ouvert par Fadiga Haïda Kaly née Diarrassouba, Conseillère technique du ministre des Ressources animales et halieutiques (Mirah) en charge de la Santé animale et de l'Hygiène publique. Celle-ci a noté qu'il s'agit d'examiner les dispositifs réglementaires et opérationnels existants, de rappeler et de hiérarchiser les principaux dangers sanitaires le long de la chaîne de valeur surveillance, de définir les objectifs et les priorités du plan de contrôle sanitaire et de préciser les rôles et responsabilités des différentes institutions.

CERTIFICATS DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE : LA VALIDATION TECHNIQUE DES RÉFÉRENTIELS AU MENU D'UN ATELIER

Le gouvernement ivoirien, dans sa politique de valorisation de la formation, ambitionne de s'appuyer sur des Certificats de qualification professionnelle (Cqp) performants dans divers secteurs d'activité. Le développement d'un Cqp, conformément au processus d'ingénierie de certification, est soumis à l'élaboration d'un référentiel métier-compétences (Rmc), d'un référentiel formation (Rf), et d'un référentiel d'évaluation et de certification (Rec). La validation technique des référentiels, élaborés à cet effet, va donner lieu à une série d'ateliers. Le premier s'est ouvert, ce mardi 1er septembre, au Cifor à Cocody. Dans son discours d'ouverture, le conseiller technique Nour Diarrassouba a, au nom du ministre de l'Emploi et de la Protection sociale et de la Formation professionnelle, rappelé que la qualification des ressources humaines est un enjeu majeur pour le développement économique et social de la Côte d'Ivoire.

RENTRÉE SCOLAIRE 2026 : KALIL KONATÉ PROLONGE LES SOLDES JUSQU'AU 10 SEPTEMBRE

A moins de deux semaines de la rentrée scolaire 2026-2027, prévue le 14 septembre, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Kalil Konaté, a décidé de prolonger la période des soldes jusqu'au 10 septembre 2026. L'information nous a été donnée via un communiqué dont copie nous est parvenue. Cette mesure intervient dans un contexte où la préparation de la rentrée représente une lourde charge pour de nombreuses familles. Fournitures scolaires, uniformes, chaussures, sacs, livres et autres équipements nécessaires à la scolarité constituent autant de dépenses qui pèsent sur les budgets familiaux. Avec cette prolongation, les parents disposent de quelques jours supplémentaires pour profiter des prix réduits proposés par les commerçants participant aux opérations de soldes. L'objectif affiché est de leur permettre de mieux étaler leurs achats, de comparer les prix et, surtout, de rechercher les offres les plus avantageuses. Le ministre du Commerce et de l'industrie rappelle toutefois que les opérations de soldes doivent se dérouler dans le strict respect de la réglementation.

RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 : VOICI LES MANUELS SCOLAIRES RETENUS

La liste des manuels scolaires et supports didactiques autorisés est désormais connue. Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique a dévoilé la liste, le mardi 1er septembre 2026, sur sa page Facebook. Cette publication intervient après une première liste diffusée en juillet. Le ministère a ensuite procédé à des vérifications et à des ajustements. La circulaire modificative n°2485/MENAET/CAB/DPFC du 13 août 2026 remplace ainsi intégralement la liste annexée à la circulaire du 3 juillet. La liste concerne l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire général, dans les établissements publics comme privés relevant du ministère, ainsi que les structures de formation concernées. Au niveau du préscolaire, les ouvrages retenus couvrent notamment la petite, la moyenne et la grande section.

CONCOURS D'ENTRÉE À LA FONCTION PUBLIQUE, SESSIONS 2025 ET 2026 : LES REMBOURSEMENTS DES FRAIS D'INSCRIPTION DES CANDIDATS DÉPROGRAMMÉS PRENNENT FIN LE 4 SEPTEMBRE

Le directeur général de la Fonction publique, Soro Gninagafol, à travers un communiqué en date du lundi 31 août 2026, référencé n° 21/MFPMA/DGFP/DC/JMG du 24 août 2026, a invité les candidats dont les concours ont été déprogrammés au titre des sessions 2025 et 2026 à se présenter à la Direction des concours, au Plateau, du mercredi 26 août au vendredi 4 septembre 2026, en vue d'accomplir les formalités nécessaires au remboursement de leurs frais d'inscription. « Les intéressés sont priés de se présenter munis de la fiche d'inscription, du reçu de paiement, de la carte nationale d'identité et d'un numéro de téléphone personnel fonctionnel », lit-on. Selon le communiqué, les personnes concernées peuvent accomplir les formalités liées à leur remboursement dans les directions régionales du ministère de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration au cours de la période ci-dessus indiquée.

Fraternité *Matin*

JOURNÉES DES COMMUNAUTÉS AFRICAINES : LA 9E ÉDITION SOUS LE SIGNE DE LA PAIX ET DE L'INTÉGRATION À SÉGUÉLA

La ville de Séguéla a accueilli, du 27 au 29 août, la 9e édition des Journées des communautés africaines autour du thème : « Cartographie des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire : un levier stratégique pour la stabilité nationale et la consolidation de la paix ». Selon un communiqué, cette initiative du gouvernement, portée par le ministre en charge de l'Intégration africaine, a été mise en œuvre par le Bureau ivoirien pour la promotion de l'intégration africaine (Bipia), structure placée sous tutelle. A l'ouverture des travaux, le directeur du Bipia, Moussa Mama, a souligné l'importance de la cartographie des communautés africaines vivant en Côte d'Ivoire. Selon lui, cette démarche ne constitue pas un simple exercice statistique, mais un véritable outil de planification et d'aide à la décision publique... Pour Moussa Mama, « mieux connaître les communautés, c'est aussi mieux les comprendre », une démarche qui peut contribuer à prévenir les incompréhensions, les préjugés et les tensions.

Fraternité *Matin*

SANTÉ COMMUNAUTAIRE : DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES REMIS AU MINISTÈRE DE TUTELLE

Le ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture universelle a reçu 650 équipements informatiques d'une valeur totale de 106 millions de FCFA. Selon un communiqué, ce matériel lui a été remis le 28 août, au Plateau, par l'Organisation des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et l'ambassade du Canada. L'objectif, à en croire le communiqué, est d'étendre la plateforme numérique mHealth dans la région sanitaire du Gontougo, dans l'Est de la Côte d'Ivoire, dans le cadre de la digitalisation du système de santé communautaire. Il s'agit de 380 smartphones destinés aux agents de santé communautaire et de 270 tablettes pour leurs superviseurs. La remise de ce don s'est faite en présence du Professeur Soro Kountélé, directeur de cabinet adjoint du ministère en charge de la Santé, d'une délégation de l'ambassade du Canada ainsi que de Jean-François Basse, représentant résident de l'Unicef en Côte d'Ivoire.



VU SUR LE NET

Economie

@BIDJ@n.NET
Bien + qu'un portail

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : LES EFFORTS DU GOUVERNEMENT ONT PERMIS DE DOUBLER LA PRODUCTION VIVRIÈRE

La question de la sécurité alimentaire est une orientation prioritaire du gouvernement qui veille à l'approvisionnement du marché en produits alimentaires tout en préservant le pouvoir d'achat des ménages. L'agriculture ivoirienne veut faire face aux défis des chocs internes et externes et garantir la souveraineté alimentaire du pays. Le gouvernement a ainsi mis en place plusieurs programmes d'appui à la sécurité nutritionnelle et alimentaire dans de nombreuses régions. Il s'agit entre autres du Programme de productions alimentaires d'urgence (2PAU-CI), du Projet d'appui au développement du secteur vivrier (PADSV), du Projet d'appui au Programme social du gouvernement (Pa-PSGouv)... Dans le cadre du 2PAU-CI, par exemple, 1630 producteurs de la région de la Mé ont reçu plus de 2500 tonnes de fertilisants et 62 tonnes de semences. 1470 tonnes d'engrais et 160 tonnes de semences ont été distribuées à 3524 riziculteurs de la région du Gôh. (Source : CICG)

ACCÈS À L'EAU POTABLE : LE PROJET DES 1 000 FORAGES TRANSFORME LE QUOTIDIEN DES POPULATIONS

À Mamadouvo, dans le Tchologo, l'accès à l'eau potable s'est amélioré avec la mise en service, le 23 novembre 2025, d'un forage équipé d'un système de pompage à énergie solaire. Réalisé dans le cadre du projet des 1 000 forages d'eau potable équipés de pompes à énergie solaire, l'ouvrage rapproche désormais l'eau potable des populations et facilite leur approvisionnement au quotidien. D'une profondeur de 75 mètres, le forage affiche un débit de 2 m³ par heure. L'eau est pompée grâce à l'énergie solaire puis stockée avant sa distribution aux habitants. Pour les populations, cette infrastructure change surtout les habitudes. Avant, l'accès à l'eau nécessitait de se rendre au marigot, parfois très tôt le matin. Une situation particulièrement contraignante pour les femmes. « Avant, on devait se lever très tôt pour aller au marigot. Aujourd'hui, on peut venir chercher l'eau directement ici sans histoire et à la chaîne . », témoigne Koro Silué, une habitante de Mamadouvo. (Source : CICG)



AGENCE DE PRESSE

Economie



LE GOUVERNEMENT COMPTE MIEUX ANTICIPER LA FIXATION DES PRIX DU CACAO APRÈS LA CRISE DES COURS INTERNATIONAUX

Le gouvernement ivoirien entend tirer les enseignements de la forte volatilité des cours internationaux du cacao afin d'aborder les prochaines campagnes avec davantage d'anticipation, de coordination et de dialogue avec l'ensemble des acteurs de la filière, a indiqué mardi 1er septembre 2026, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Cultures vivrières, Bruno Nabagné Koné. « De ces moments difficiles, nous avons tiré des enseignements qui permettent d'aborder la nouvelle campagne avec plus d'anticipation, de coordination et de dialogue », a déclaré M. Koné à l'ouverture de la 10e édition des Journées nationales du cacao et du chocolat (JNCC), au Parc des expositions d'Abidjan. Le ministre a rappelé que la campagne précédente avait été fortement perturbée par l'effondrement du cours international du cacao, passé de plus de 13 000 dollars US la tonne à moins de 3 000 dollars en quelques mois.



LA CAPACITÉ DE TRANSFORMATION DU CACAO DEVRAIT ATTEINDRE 1,344 MILLION DE TONNES EN 2026-2027 (CONSEIL DU CAFÉ-CACAO)

a capacité installée de transformation du cacao en Côte d'Ivoire devrait passer de 1,155 million de tonnes actuellement à 1,344 million de tonnes au cours de la campagne 2026-2027 grâce à la mise en service de nouvelles unités industrielles, a annoncé mardi 1er septembre 2026, à Abidjan, le directeur général du Conseil du café-cacao, Yves Brahima Koné. M. Koné s'exprimait à l'ouverture de la 10e édition des Journées nationales du cacao et du chocolat (JNCC), au parc des expositions d'Abidjan en présence de plusieurs membres du gouvernement et des acteurs de la filière. Selon le directeur général du Conseil du café-cacao, la Côte d'Ivoire a transformé 650.000 tonnes de cacao au cours de la campagne 2025-2026, soit un taux de transformation de 30%.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



+225 07 87 36 36 36



Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 🖱️

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.



www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable